



Nº. XI.

RÉVOLUTIONS

DE PARIS,

DÉDIÉES A LA NATION

Et au district des Petits-Augustins ; avec une suite des papiers de la Bastille, & le résultat de l'assemblée nationale ; nouvelles de province & autres pieces, avec gravures analogues aux circonstances.

Les grands ne nous paroissent grands,
Que parce que nous sommes à genoux....

.... Levons-nous

N. B. Jaloux de reconnoître les bontés, dont la patrie nous a honoré, & d'après l'invitation de plusieurs de nos abonnés, nous ferons paroître une Introduction aux Révolutions, ouvrage qui contient un tableau historique & politique de tout ce qui s'est passé en France depuis la premiere assemblée des notables, & qui démontre les causes politiques de l'étonnante révolution qui vient de s'opérer. Cet ouvrage, qui est sous presse, ne parviendra *gratis* qu'à nos abonnés & à ceux qui s'abonneront, en considération de l'avance de leurs fonds.

Détails du Samedi 29 Septembre 1789.

SI notre amour pour la patrie, notre zele pour la cause publique, nous ont acquis quelques droits à l'estime & à la confiance de nos concitoyens, nous les conjurons de s'armer dans cette époque,

Nº. XI.

** A

qui ne se reproduiroit peut-être plus, de toute la fermeté nécessaire pour établir leur pouvoir, le pouvoir du peuple, duquel émanent tous les autres, sur des bases si solides, que la liberté regne à jamais sur la France.

Nous les conjurons encore de se pénétrer du sens de ce mot, **LIBERTÉ**, & de s'instruire des droits qu'elle nous assure, des devoirs qu'elle nous impose, & d'apprendre à la distinguer sous ses différens rapports.

La liberté politique ou publique consiste en ce que la nation fasse elle-même ses loix, n'obéisse qu'aux loix qu'elle aura faites, & qui seront le résultat de la volonté du plus grand nombre de citoyens; cette liberté dépend de la constitution que font nos représentans à l'Assemblée nationale. S'ils la font bonne, nous jouirons en corps de nation de la liberté politique; s'ils la font mauvaise, la nation ne sera point esclave, car elle ne l'adoptera pas définitivement; elle enverra d'autres représentans, ou pour corriger cette constitution, ou pour en faire une autre.

La liberté civile individuelle, consiste en ce que chaque particulier ne puisse être gêné en sa personne ni en ses biens par le pouvoir exécutif & ses agens, qui sont les ministres & les officiers, soit civils, soit municipaux, soit militaires; cette liberté dépend de l'institution de nos tribunaux, de nos corps militaires & des municipalités.

La liberté civile exige qu'en donnant au roi, qui est la source du pouvoir exécutif, les officiers dont il doit se servir pour agir immédiatement sur le peuple, nous nous réservions la faculté de les révoquer toutes les fois qu'ils agiront pour l'intérêt du roi, ou pour le leur contre le nôtre.

Les habitans de la commune de paris viennent

d'user de cette inappréciable faculté, en substituant un corps de trois cens représentans au cent quatre-vingt qui composoient ci-devant la municipalité.

Cette nouvelle représentation a tenu ce matin à dix heures sa première séance; elle s'est occupée à vérifier les pouvoirs; cinquante-quatre districts seulement ayant envoyé leurs députés, on a laissé en exercice les différens comités d'administration, jusqu'à ce que chaque district puisse concourir à la nomination de nouveaux administrateurs. L'université, qui vraisemblablement ne se doute pas qu'il y ait eu une révolution, a demandé à former un soixante-unième district. Les trois cens ont pris sur eux de l'éconduire; mais la députation de MM. les docteurs a dit hautement qu'elle en porteroit plainte à l'assemblée nationale; & que si elle n'obtenoit justice enfin, elle s'en plaindroit au roi. Voilà ce que les *trois cens* n'attendoient pas.

Quoiqu'il y ait un très-grand nombre d'anciens représentans parmi les nouveaux, quoiqu'il soit même possible qu'ils inspirent à la municipalité actuelle leur esprit & leur manière de voir; nous n'en examinerons pas moins ce que les anciens ont fait, & ce que les nouveaux doivent faire.

Les cent quatre-vingt représentans qui succéderent aux électeurs, avoient reçu de leurs commettans une double mission, celle d'organiser la municipalité, & celle d'administrer provisoirement la chose publique.

Ces deux ouvrages étoient compatibles; il n'est pas impossible de composer un plan de municipalité, & en même-tems de faire la police, de pourvoir aux subsistances, &c.... Au lieu de cela, les anciens représentans laisserent une forte partie du

pouvoir exécutif à quelques-uns des anciens électeurs qui composoient les comités de police & de subsistance, en quoi ils firent une grande faute ; car le comité de subsistance s'est dissous, sans fournir les renseignemens dont on avoit besoin pour continuer les opérations de l'approvisionnement, & la police a été exercée par des hommes qui n'avoient aucun pouvoir de la commune, & auxquels les représentans de la commune n'avoient pas la faculté d'en conférer.

Le moyen d'éviter ces fautes auroit été d'adjoindre à ces comités un nombre égal de représentans avec voix consultative, jusqu'à ce qu'ils eussent été assez instruits du cours des opérations précédentes, pour pouvoir prendre la place des hommes privés qui les avoient faites.

Une autre faute bien plus funeste, par les conséquences qu'elle a eue, a été celle de s'être arrogé le pouvoir législatif, c'est-à-dire, celui de faire des réglemens, pouvoir qui appartient essentiellement à la collection des individus qui composent la commune ; pouvoir que la commune ne feroit exercer par des représentans qu'autant qu'elle ne pourroit pas l'exercer elle-même ; pouvoir que la commune peut exercer facilement par sa classification en *districts* ; car cette division de la commune en districts n'est qu'une image de la division des habitans de Rome par tribus ou par curies, au moyen de laquelle on recueilloit dans un jour la volonté de quatre millions d'hommes sur une loi, & souvent sur un cas particulier.

Les cent quatre-vingt n'ayant pas compris qu'ils n'étoient les représentans de la commune que pour le pouvoir administratif, & s'étant emparé du pouvoir législatif, les districts, par représailles, se sont

arrogés un pouvoir exécutif; & de là, bien plus que des motions du Palais-royal & des attroupemens de Tailleurs & de domestiques, lesquels n'ont point eu de suite, est née cette anarchie contre laquelle crioient si fort ceux qui en étoient les vrais peres.

L'oubli de ses devoirs est une suite nécessaire de l'ignorance de ses droits. Au lieu de se diviser en plusieurs bureaux pour travailler à divers plans de municipalité; qui, comparés ensemble par l'assemblée générale, auroient pu en former un bon, seize Commissaires seulement se sont occupés d'en dresser un, dans lequel ceux qui prétendoient à certaines places n'avoient pas oublié de les doter richement en pouvoirs & en prérogatives.

Au lieu d'administrer, on s'est contenté de surveiller ceux qui administroient; au lieu d'agir, on a discouru; au lieu de maintenir la liberté de la presse & des individus, on y a porté les atteintes les plus criantes: pour les réparer, les *trois cent* n'ont besoin sans doute que de les connoître.

Ils commenceront donc, s'ils veulent acquérir la confiance générale, par ne se constituer représentans que quant à l'administration; ils se diviseront en autant de bureaux qu'il sera nécessaire pour l'expédition des affaires: un bureau servira de point central, & l'assemblée générale n'aura d'autre travail que de préparer les objets généraux qui devront être soumis à la décision du peuple, dont la volonté recueillie par individus dans chaque district, formera la loi ou le règlement.

Dès qu'ils se borneront à l'exécution, les districts se borneront d'eux-mêmes à la législation municipale, & ils forceront leurs comités à ne rien faire, en matière d'exécution, que par délégation du pouvoir des *trois cens*.

Que l'on nous permette de rendre ces élémens d'organisation plus sensibles par un exemple , en faveur de cette utile portion de citoyens qui n'a point étudié la politique , & qui n'en est pas moins estimable.

Supposons qu'il s'agisse de savoir si tout citoyen pourra ou ne pourra pas porter l'habit de garde nationale ; l'assemblée de *trois cents* doit débattre la question , l'élaborer , la rédiger à ses termes les plus simples , déduire toutes les raisons pour l'affirmative & pour la négative , puis envoyer à l'assemblée des districts un député pour proposer la matière en délibération ; alors les membres des districts donneroient leur voix par scrutin , & le député en rapporteroit le résultat à l'assemblée des *trois cents* : là , en présence du peuple , on feroit le calcul des voix sur quatre colonnes : *oui*, *non*, *amendement*, *n'y avoir lieu à délibérer* : la pluralité des voix feroit le règlement , qui seroit aussitôt promulgué (1) par les *trois cents*. Jusqu'ici c'est le pouvoir législatif qui a agi ; voici maintenant le jeu du pouvoir exécutif.

Supposons que la volonté générale de la commune ait décidé que tout citoyen non inscrit dans la garde nationale n'en pourroit porter l'habit , les trois cents font publier & afficher ce règlement , & l'envoient au comité de police. Ce comité l'adresse aux délégués qui auront été établis dans chaque

(1) Il seroit mieux & plus simple de recueillir les voix par districts en l'assemblée générale , en sorte que trente-un districts formassent la majorité ; mais cela est impossible & injuste dans ce moment où les districts ne sont point égaux en population. Par cette voix , la majorité des petits districts pourroit former la loi contre la minorité des grands , c'est-à-dire , que les loix ne seroient point faites à la pluralité des volontés.

district pour faire la police, & chacun d'eux veille à ce que le règlement ne soit pas enfreint.

Ainsi ce ne seroit pas d'après la volonté des habitans d'un district que ses officiers agiroient, mais d'après la volonté de la majorité de la commune. A moins que l'on ne veuille prolonger l'anarchie, ou faire de Paris soixante municipalités différentes, ce qui seroit une véritable anarchie, nous ne voyons pas qu'il y ait d'autre parti à prendre que celui que nous proposons. Nous avons tâché de le mettre à la portée de tout ce respectable peuple, auquel nous nous adressons principalement.

Après s'être organisé, le premier travail dont les *trois cent* devroient s'occuper, c'est de rendre à la presse toute sa liberté : l'administration antérieure l'a violée, en assujettissant les auteurs à la censure des libraires & des imprimeurs (1), en faisant emprisonner un écrivain (2), en prohibant aux colporteurs de *proclamer* leur marchandise (3), en défendant la circulation de tout ouvrage qui ne porteroit pas le nom d'un auteur, ou d'un libraire; prohibition étrange qui consigne dans les magasins des libraires tous les ouvrages qui ont paru dans les six mois qui ont précédé la révolution, c'est-à-dire, les plus instructifs que

(1) Voyez n°. IV, page 9 & suiv. (2) M. le Tellier...

(3) Voyez n°. VIII page 22 & suiv. Le comité de police semble avoir reconnu lui-même l'injustice de cette prohibition; nous avons sous les yeux un arrêté qui porte : « qu'il ne s'oppose point à ce qu'on fasse vendre par les colporteurs tout ouvrage qui porte le nom d'auteur, de libraire ou d'imprimeur; mais qui veut la fin, veut aussi les moyens » & le moyen de vendre pour les colporteurs; c'est d'annoncer les ouvrages, de les crier, ou, selon l'expression du comité, de les *proclamer*. »

nous ayons, & qui bornant ainsi l'instruction publique, frappe par contre-coup sur la fortune des libraires.

Le peuple veut être libre, il le veut à quelque prix que ce soit, & envain prétendrait-on à sa confiance, tant que la presse ne jouira pas d'une entière liberté: qu'on établisse, s'il le faut, des loix terribles pour protéger la réputation des particuliers; que celui qui, attaqué dans un libelle, négligera d'avoir recours aux loix, soit regardé comme un mauvais citoyen. Mais quant au caractère des hommes publics & à leurs opérations, il faut que la liberté de la presse soit absolue, autrement elle est nulle: quel homme, même à l'abri des loix, osera lutter à découvert contre les ministres, les magistrats, & braver tout-à-la-fois le pouvoir public, dont ils peuvent abuser, & les vengeance qu'ils peuvent exercer en secret: voudrait-on donc nous borner à n'écrire que sur des processions, des bénédictions de drapeaux, & sur d'autres objets qui ne peuvent influer en rien sur les grands intérêts de la nation?

La liberté de la presse, dit un écrivain, *place dans toutes les circonstances les ministres & les magistrats entre leur devoir & leur réputation.* Ce n'est qu'autant qu'on pourra leur opposer sans danger ce dilemme pratique, qu'on les contiendra dans les bornes que la loi leur aura prescrites.

Aux atteintes portées à la liberté de la presse ont succédé celles qu'il falloit porter pour être conséquent, à la liberté de parler & de penser. Le *Palais-Royal*, le rendez-vous de tous les bons patriotes de Paris & de ceux des provinces, qui ne peuvent aller aux districts, le *Palais-Royal* a été inondé de patronilles; comme si le concours
des

des citoyens dans un café, ou dans un jardin ; pouvoit jamais être regardé comme un attroupe-ment : les anciens représentans ont exagéré à l'assemblée nationale , à la France & à eux-mêmes le mouvement occasionné par le veto ; on l'a peint d'une manière hideuse , pour avoir le prétexte d'inquiéter des citoyens paisibles , mais qui donnoient à l'opinion publique , une impulsion que les ambitieux ne redoutoient pas moins que les aristocrates.

Cet ordre de choses existe encore , & la réflexion n'a point fait concevoir qu'une patrouille dans une promenade publique , est une atteinte à la liberté..... *O natos ad servitutem homines!* Que l'on prenne toutes les précautions possibles pour qu'on ne sorte de cette promenade , personne n'aille troubler l'ordre public ; mais que l'on cesse au-tôt de l'y troubler par des moyens qui n'ont été confiés aux officiers municipaux , que pour protéger la liberté. Nous attestons sur notre conscience , avoir entendu des femmes du peuple , qui n'avoient pu se procurer du pain , se dire entr'elles : *eh ! voilà pourquoi on ne veut pas que les hommes parlent au Palais royal !* Cette réflexion étoit injuste sans doute , mais en étoit-elle moins dangereuse ? Finissons le tableau des injustices , que les trois cens ont à réparer par celle dont le marquis de St. Huruge a été & est chaque jour la victime , puisqu'il est toujours détenu au Châtelet. Nous allons laisser parler le procès-verbal de l'assemblée des anciens Représentans.

» Sur la dénonciation d'une lettre séditieuse , CONSIGNÉE
 » DANS LE JOURNAL DE PARIS DE CE JOUR , & dont
 » le marquis de S. Huruge est prévenu d'être l'un des
 » auteurs , l'assemblée délibérant , tant sur ce fait , que sur

N^o. XI,

* * B

» plusieurs autres dénonciations relatives audit sieur de S. Huruge , ordonne que le commandant général prendra les
 » mesures qui lui paroîtront les plus convenables pour que
 » ledit sieur de S. Huruge soit amené à l'assemblée , pour y
 » être ensuite ordonné ce qu'il appartiendra. «

Sur la dénonciation *du journal de Paris* , grand Dieu ! attenter à la liberté d'un citoyen , & malgré sa dénégation précise du *corps de délit* , le plonger dans un cachot. Ah ! rendez-nous les La Vrilliere , les Lamoignons , les lettres-de-cachet & les mouchards dont le journal de Paris fait l'office ; tous ces maux valent mieux qu'une fausse liberté , que l'aristocratie municipale , que l'abus de nos propres forces contre nous-mêmes.

Infortuné ! qui gémis dans les fers sans autre délit , que d'avoir dit au café de Foi , ce que M. de Volney vient de dire dans l'assemblée nationale , & pour avoir voulu user du droit qu'a tout citoyen , d'aller porter son avis ou celui des autres , à cette assemblée , lorsqu'elle veut l'écouter , si ces lignes parviennent jusqu'à toi , puissent-elles te servir de consolation & te donner des armes contre les calomnieux privilégiés auxquels tu dois ta détention , & qui ont refusé de publier un désaveu de leur calomnie. La loi t'assure des dommages & intérêts contre eux , & dès ce moment , leur supplice commence : nul bon citoyen ne souillera désormais ses yeux de la lecture du journal de Paris.

Détails du Dimanche 20 Septembre.

Nous ne discutons point les opérations publiques pour le plaisir de les critiquer , nous ne cherchons point à mettre à profit le malheureux penchant de l'espèce humaine pour la malignité. Puisse l'opinion publique marquer nos écrits du sceau de

la réprobation , dès l'instant qu'ils cesseront d'être utiles , ou que nous cesserons d'être justes.

Quelques-uns des placards qu'on lit dans ce moment , méritent des éloges aux anciens représentans , & nous nous empressons de le publier. Des particuliers se sont introduits dans la halle, ils en ont enlevé des farines avariées , qui sont mises en réserve pour être vendues aux manufactures de colle , & ils vont montrant ces farines dans les rues , en disant que ce sont celles dont on nous nourrit. Un placard avertit le peuple de cette supercherie. Un autre placard conforme à celui de plusieurs districts , qui l'ont prévenu , fait défenses aux boulangers de distribuer le pain la nuit , & d'ouvrir leurs boutiques avant cinq heures du matin.

D'autres placards attestent la bonne volonté des villes de Rouen & de Chartres pour notre approvisionnement , & l'accueil honorable que les cent quatre-vingt ont fait à leurs envoyés. Douze cent volontaires de Rouen se sont noblement dévoués à escorter les convois de farine au-dedans & au-dehors de leur ville , & notamment ceux destinés pour l'approvisionnement de nos freres de Paris , en reconnoissance du service à jamais mémorable , qu'ils ont rendu à la Nation Française ; ce sont les propres expressions de leur serment. Une chose nous a singulièrement frappé dans la formule de ce serment : *Nous jurons sur l'honneur du nom François* : ce mot vague d'honneur qui nous consolait dans l'esclavage , doit enfin céder au véritable sentiment , qui nous réunit pour opérer le bien public. Que tout François jure désormais AU NOM DE LA PATRIE & PAR L'AMOUR DE LA LIBERTÉ.

MM. Petey , Durand , Chesnard & Derivier

officiers de la garde nationale de Chartres nous ont amené quatre cens sacs de farine , & doivent nous en amener autant chaque semaine. La ville a demandé un spectacle pour eux aux François & aux Italiens, & pour la satisfaction d'un peuple reconnoissant & avide de voir de si bons citoyens.

Nous apprenons que les anciens représentans de la commune ayant décerné une médaille au nommé Boucret fils , pour avoir sauvé un homme qui se noyoit ; ce jeune homme , par un *mouvement subit de piété filiale*, a demandé la permission de la donner à son pere qui , le même jour , lui avoit sauvé la vie en venant à son secours avec un bateau : l'assemblée n'a pas voulu que le digne jeune homme fût privé par ses propres sentimens du prix dû à son courage , elle lui a décerné une autre médaille.

Les mœurs , les mœurs ! elles sont la base de la liberté , & cet hommage rendu à la pitié filiale étant propre à la faire renaitre , doit être regardé comme un service rendu à toute la France par les anciens représentans. Ils avoient donné le premier Septembre dernier une pareille médaille , & pour une action semblable , au fleur Richardet , soldat de la garde de Paris.

Ces médailles portent d'un côté les armes de la ville , avec cette légende.

Civitas parisiensis præmium fundavit. 1789.

Sur l'autre une couronne civique , avec cette exergue :

Ob submersum civem reditvum.

Et au milieu , ce mot , donné à.... &c....

L'exergue ne nous paroît pas heureuse ; elle signifie aussi bien , *pour avoir noyé un citoyen qui*

se sauvoit, que, *pour avoir sauvé un citoyen qui se noyoit*. Il y a amphibologie, & de plus le peuple, qu'il s'agit d'exciter à des actions courageuses, n'entend pas le latin ; il faut parler la langue nationale dans toutes les institutions publiques.

Une autre opération des anciens représentans, qui a obtenu l'approbation générale, c'est l'offre qu'ils avoient fait à M. Bailly d'un traitement de 50,000 liv. Ce généreux citoyen ne les a pas acceptées, parce qu'il n'avoit dépensé que la moitié de cette somme, & que l'administration de la chose publique exigeoit de grandes dépenses.

Il n'est point de jour où il soit plus facile de recueillir l'opinion publique que le dimanche : l'oisiveté rassemble nécessairement les citoyens, & les conversations roulent sur les affaires publiques. Nous pouvons assurer l'assemblée des *trois cents* que le peuple espère les plus grands biens de son administration ; que c'est avec joie qu'il les voit succéder aux anciens représentans, & qu'ils n'entrent pas en fonction sous des auspices aussi malheureux que les aristocrates cherchent à le répandre.

Un des objets qui a le plus excité aujourd'hui l'attention publique, ce sont les travaux de l'assemblée nationale. Le renvoi qu'elle a fait au pouvoir exécutif de l'affaire de Mâcon, a sur-tout excité les plaintes les plus vives. Quoi ! disoit-on, un comité d'hommes privés, presque tous privilégiés, fera égorger deux cents hommes par une garde nationale assez aveugle pour obéir à des ordres arbitraires ! Un tribunal créé par lui-même, sans le concours des pouvoirs législatif & exécutif, fera pendre 20 paysans, 20 citoyens, & cet acte atroce trouvera des défenseurs, presque des

apologistes dans l'assemblée; & elle se contentera de suspendre les procédures, & le comité d'assassins jouira de l'impunité ! Voilà, ajoutoit-on, voilà la preuve que l'aristocratie est plus puissante que jamais : autrefois elle régnoit sur nous en lion, maintenant elle regne en renard.

Ce cas particulier, qui agitoit si vivement les esprits, n'est, selon nous, qu'une foible preuve de la conséquence qu'on en tiroit : oui, la majorité de l'assemblée nationale est aristocrate, & la minorité, qui comprend les députés fideles à la nation, font de vains efforts pour obtenir une constitution raisonnable.

Le veto suspensif, que l'on a présenté au peuple comme un bon procédé dont on ne pouvoit se dispenser envers le roi, va mettre la nation aux fers par la durée qu'on va lui donner ; car il faudroit être aveugle ou fou, pour douter d'après le mémoire de M. Necker, que la suspension ne soit de trois législatures, c'est-à-dire de six ans, espace suffisant, sans doute pour qu'un Louis XI ou un Richelieu recouvrent une autorité despotique.

D'après l'influence du parti ministériel dans l'assemblée, c'est-à-dire des nobles, du clergé & de quelques députés des communes, qui ont des biens féodaux, ou qui aspirent aux faveurs de la cour, nous ne devons point nous attendre à obtenir une constitution pour la nation ; elle sera pour la cour. Que faut-il donc faire ? Se désespérer, ou aller à Versailles arracher de l'assemblée les traîtres à la patrie ? Ni l'un ni l'autre n'est digne de la majesté du peuple français.

Nos représentans ne sont point, comme en Angleterre, les souverains de la nation ; C'EST LA NATION QUI EST LE SOUVERAIN. A la vérité ils

Ont tenté de se rendre nos maîtres en déclarant que leurs mandats ne sont pas *impératifs* ; mais cette décision n'ôte rien au peuple. Il est absurde qu'un mandataire puisse faire la loi à son commettant : le peuple assemblé par commune a donc le droit de révoquer ses représentants , de réviser leur ouvrage , de l'adopter , de le rejeter ou de le corriger. Usons promptement de ce droit , il le faut , puisque l'opinion publique ne peut plus rien sur certains députés , & nous le devons en vertu d'un décret de l'assemblée nationale.

Celui du 4 août commence ainsi : *l'assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal*. Or , n'est-ce pas par le régime féodal que la noblesse & le clergé ont une représentation égale à celle des communes ? & jamais la féodalité a-t-elle donné un droit plus abusif , plus révoltant aux quatre cens mille hommes qui composent les deux ordres privilégiés , que celui de concourir à la formation de la constitution en proportion égale avec vingt-trois millions d'hommes. Les grands enfants qui sont dans l'assemblée nationale rappellent à l'ordre quiconque prononce le mot *d'ordres* ; mais ne voit-on pas que , par la représentation actuelle , la distinction des ordres existe toujours. L'assemblée n'est point *nationale* dans ce moment ; elle est *féodale* ; elle ne sera nationale que lorsque l'on aura adopté la divine motion de M. de Volney , & que l'on ne verra plus dans l'assemblée , des Magistrats qui plaident la cause des parlemens ; des nobles qui stipulent pour la noblesse ; des prêtres qui ne se croient députés que du clergé ; des membres des communes qui feignent de nous défendre , pour que l'on nous trouve sans défense ; enfin des hommes avides d'argent qui font des journaux pour leurs motions , & des motions pour leurs journaux.

Nous ne nous dissimulons pas au reste le danger qu'il y a de s'élever contre une faction qui est d'autant plus redoutable qu'elle paroît demeurer dans l'inaction ; mais voici notre devise :

Dulce & decorum est pro patria mori.

Achevons de déchirer le rideau. La coalition qui existe dans l'assemblée nationale s'étoit étendue jusques parmi les anciens représentans de la commune. Nous allons le prouver , leurs procès-verbaux à la main.

On se rappelle que les mouvemens du Palais-Royal sur le *veto* furent blâmés dans le placard du premier septembre , « parce que les 60 districts » étoient ouverts aux citoyens , pour discuter leurs » *vues sur le bien public* ».

D'après cela les citoyens s'assembloient dans leurs districts , le même soir. Le district des Capucins de St. Honoré prend l'arrêté le plus sage & le plus légal , celui de charger les représentans de la commune de déterminer l'assemblée nationale à suspendre tout décret sur le *veto* , jusqu'à ce que le vœu de tous les commettans fût connu. Citoyens, écoutez leur réponse. « L'assemblée a fait répondre , » par M. le président , qu'elle ne croyoit pas que la » ville de Paris eût le droit de faire suspendre les dé- » libérations de l'assemblée nationale ». O foi publique ! ô conscience ! ce district prétendoit-il que la ville de Paris eût ce droit ? N'étoit - ce pas une prière , une requisiion & non pas un ordre qu'il les chargeoit d'adresser à l'assemblée nationale. Le matin , c'est dans les districts que les citoyens doivent aller discuter leurs vues sur le bien public , & le soir le résultat de cette discussion ne peut parvenir

parvenir à l'assemblée nationale. Des représentans ; interceptant le vœu de leurs commettans !...

. *Quod genus hoc hominum est.*

Quæve tam barbara morem admittit patria.

Le lendemain le district des Mathurins envoya une députation sur le même objet ; elle fut également éconduite par un refus absolu de délibérer ; & , ce qui est incroyable , dans la même séance une lettre de la municipalité de Rennes , conforme au vœu des districts sur le veto ayant été lue , les représentans décidèrent qu'il n'y avoit lieu à délibérer, *quant à présent*. Le refus absolu étoit pour leurs commettans.

Détails du lundi 21 Septembre.

La plupart de nos écrivains , pour ne pas dire tous, parlent de la liberté avec l'idiôme de l'esclavage ; le complaisant & réservé *Journal* de Paris ne dit rien qui puisse déplaire aux personnes en place ; le prudent & très-important *Mercur*, si conforme aux volontés de l'esprit ministériel le journal général & les affiches défendent finement la cause du clergé ; le gazettier de Leyde recueille chez nous des imbécillités, des bruits populaires & présente ces absurdités à l'Europe comme des vérités importantes & mystérieuses. Haine de notre part, dira-t-on ; en ce cas, qu'on les lise ! Enfin un journal de la ville a pu annoncer que l'on mettoit de la chaux dans du pain ; comment un écrivain peut-il publier de pareilles sottises ? Cela est-il même possible dans l'exécution ? De la chaux vive ne seroit-elle pas naturellement éteinte dans l'eau qui sert à faire le pain ? dès-lors ne seroit-ce pas une simple terre calcaire , dont l'extrême quantité seule pourroit être nuisible ? Mais pour en introduire une telle quantité, cette terre n'empê-

N^o. XI.

**C

cheroit-elle pas que la pâte pût se lier de manière à faire du pain ? Sur quoi sont donc fondées de telles accusations, & sur-tout d'où peuvent-elles naître ? Nous avons fait connoître dernièrement combien l'intention de la compagnie Leleu étoit sage dans son principe, aujourd'hui nous allons montrer combien elle est, ou fut vicieuse dans ses effets. C'est le moyen d'être juste, ou du moins on ne nous soupçonnera pas de partialité. Nous trouvons dans un second mémoire pour les boulangers, lu au bureau des subsistances de l'assemblée nationale, ces inculpations-ci, contre cette compagnie.

» Le gouvernement a pourvu la compagnie de
 » Corbeil d'un fonds de neuf cens mille livres,
 » pour approvisionner de grains la capitale, &
 » non pour exporter des bleds de France ; néan-
 » moins c'est un fait notoire qu'à l'époque de
 » l'augmentation du prix des grains, cette com-
 » pagnie avoit ses greniers vuides : pourtant le
 » plus sacré de ses engagements étoit de n'en être
 » jamais dépourvue ». Plus loin, page 33, on
 lit encore, 1°. *les bleds sortis du royaume par*
cette compagnie y ont été réimportés par elle, après
la prime accordée ; 2°. les bleds sortis d'abord &
importés ensuite ont été reconnus pour être spéci-
fiquement les mêmes que cette compagnie avoit
achetés, dans telle ou telle province ; 3°. jusqu'aux
sacs dans lesquels les bleds ont été importés par
la compagnie, ont été aussi reconnus pour être les
mêmes dont elle avoit fait usage quelque tems au-
paravant pour les exporter. « Nous indiquerons,
 » ici, continue le même mémoire, pour l'incon-
 » testable vérification d'un trait remarquable, les
 » témoignages multipliés des meuniers, qui ont

» fait les convois d'*aller* & les convois de *retour*
 » de ces mêmes bleds , dans les mêmes sacs ».

Il n'est pas difficile maintenant de pénétrer les vraies causes de la disette : pourtant une réclamation qui vient de nous être remise , de la part des boulangers , porte que l'on a voulu les calomnier , même les sacrifier dans l'opinion publique , & cette réclamation , qui doit être adressée , nous dit-on , aux soixante districts de la capitale , expose des faits conclusifs en faveur des boulangers , & l'on peut en déduire un résultat , c'est que , dans l'état où sont les choses , les boulangers ont intérêt de ne point s'approvisionner qu'à la halle : la farine qu'on y vend est moins chère que celle du bled nouveau : en achetant de celle-ci , ils ne retireroient pas leurs frais , du moins très-souvent : pourquoi le feroient-ils ? Mais faites en sorte qu'ils aient un avantage à s'approvisionner dans les campagnes & fiez-vous à leurs intérêts.

Le gouvernement a voulu dernièrement nous approvisionner lui-même : quelles étoient étoient ses vues , de faire de l'or avec du bled. Quelles sont celles des administrateurs , pour la plupart grands propriétaires ? De soutenir le prix des bleds afin de se procurer de plus grands revenus de leurs terres ; ces vues sont les mêmes que celles du gouvernement : mais ont-elles pour but le bonheur de peuples ? Si le pain est cher , le produit des manufactures doit hausser de prix nécessairement ; car à moins que quelque loi injuste ne favorise le riche au détriment du pauvre , il faut dans la position où nous sommes , que le taux du salaire suive le cours des subsistances de première nécessité : eh bien ! si le produit des manufactures est cher , qui fera le commerce ? Que deviendront

les manufactures? Où sera l'or qu'auroit rapporté chez-nous le négociant? Dans la république du monde commerçant, n'achete-t-on pas de celui qui vend à meilleur compte? La concurrence n'est-elle pas libre? Le produit des manufactures est une richesse tout aussi réelle que celle du sol; il faut des habits comme du pain. Si nos manufactures s'anéantissent, n'est-ce pas anéantir nos richesses, notre puissance? N'est-ce pas chasser nos arts, notre luxe, nos modes qui nourrissent tant de millions d'individus; mais si le peuple est pauvre, peut-il payer les impôts, peut-il supporter les charges publiques? Il n'y a jamais dans un royaume qu'une somme de richesse déterminée, dont le numéraire n'est que le signe; si cette somme est accumulée dans un petit nombre de mains, le peuple est indigent, il ne peut rien produire, il est à la charge du prince & des grands; il ne fait que consommer: si au contraire cette même somme de richesse est partagée moins inégalement entre tous les individus de l'Etat, tous sont prospères, parce que tous travaillent & produisent, tous ont de l'ambition, & tous augmentent & accélèrent l'accroissement des richesses: alors le peuple est riche & l'état florissant; le système ministériel qui veut soutenir la valeur du produit des terres au détriment des manufactures, est donc destructif de la prospérité des peuples? Il est donc absurde & inhumain! Toute exportation de grains ou farines, toutes oppositions à leur vente, à leur libre circulation dans le royaume, est donc un attentat contre la sûreté & la sécurité des peuples. Il est donc bien important que des citoyens, voués au bonheur public, nous avertissent des convois de grains que l'on verroit dépasser nos frontières?

Cependant plusieurs lettres nous assurent que des transports de bleds se continuent nuitamment, que les *fermiers ont les mains liées par des mains infâmes, qu'ils sont retenus par leur intérêt.*

Cette nuit il a été arrêté des fraudeurs de droits d'entrées dans le fauxbourg du Temple; ils étoient en grand nombre; ils ont voulu forcer la garde bourgeoise, & il y a eu des blessures faites de part & d'autre: cependant il a été arrêté plusieurs de ces contrebandiers, qui ont été mis dans la prison; tant qu'il y aura de grands bénéfices à faire sur les droits d'entrées, il sera difficile d'en empêcher la fraude; les fermiers-généraux n'ont pu y réussir, & peut être seroit-ce de la sagesse de la municipalité d'adoucir l'énormité de ces droits sur certaines marchandises; alors les pertes de confiscation ne pouvant balancer les bénéfices des fraudeurs, il ne s'en trouveroit plus qui voulussent en courir les risques, & en épargnant bien des maux à des foules de malheureux, la municipalité, loin d'y perdre, pourroit y gagner. Nous venons de recevoir douze mille fusils des manufactures de St. Etienne en Forez: la troupe soldée en a été pourvue sur le champ. Le reste doit être distribué incessamment.

Sur la requisiion d'un membre de la commune, il a été décidé que les dépositions qui pourroient être faites contre chacun des nouveaux représentans, seroient accueillies; il s'est trouvé quelques membres à l'égard desquels on a cru devoir nommer des commissaires pour l'examen de ces accusations. Cependant, si les districts ont cru devoir préférer ces citoyens pour les représenter, c'est qu'ils les en ont jugé dignes: pourquoi donc l'assemblée de ces nouveaux représentans se permet-

elle de scruter la conduite & les mœurs de ses membres ? En a-t-elle les droits ? Ses droits ne doivent-ils pas se borner à savoir s'ils sont légitimement élus ! Mais aussi d'un autre côté l'exemple du passé ne la rendroit-il point avec raison sévère sur l'avenir ? Alors ses motifs seroient louables.

M. Moreau de Saint-Mery, a ce qu'on assure, vient d'être nommé intendant de la Martinique : le ministère enfin, l'a récompensé de ses services.

Détails du mardi 22 septembre.

Un courrier nous assure avoir vu une compagnie du régiment de la Ferre, conduisant du côté de Paris huit pieces de canons. Un détachement de dragons a été rencontré, dit-on, près de Compiègne. Demain il doit arriver mille hommes du régiment de Flandres à Versailles : heureusement nous n'oublions pas de faire bénir nos drapeaux ; aujourd'hui c'est le tour de celui de S. Etienne-du-Mont, & nous avons toujours des vièges, des fanfares & des repas : dans celui-ci *un seul fusilier* a eu le très-grand honneur d'être admis parmi les officiers *comme représentant la compagnie*. Il faut prendre garde de se compromettre : d'ailleurs l'on a eu pendant ce repas grande symphonie, des concerto, des sonates, & M. Boucher a lu un nouveau poème de sa composition. Dernièrement MM. les citoyens de la garde nationale de Belleville ont été affiliés à la commune de Paris, & ont prêté serment à la nation, au roi & à la loi. Il est très-heureux que la banlieue de Paris ait aussi désiré porter l'uniforme, sans cela nous eussions certainement été privé du degré de confraternité qui nous unit. Il est singulier que la couleur des habits ait aussi quelques rapports avec les sentimens.

Cependant, soit désir de se montrer sous les armes, soit envie de nous défendre, nous apprenons l'exercice, & dans les belles journées, la plupart de nos promenades & de nos jardins sont garnis de citoyens en bataillons, qui font demi-tour à droite & marchent à gauche. Cet après-dîné, dans le fauxbourg S. Martin, un jeune homme s'étudioit à faire l'exercice avec un ami. Son fusil étoit chargé. La vivacité des mouvemens a été cause que l'arme

s'est échappée , a fait feu , & il s'est tué. Que l'on juge quelle a été la douleur de son ami ; ah ! sans doute , elle étoit bien légitime. Dernièrement encore une femme de 22 ans a péri d'un accident à-peu-près semblable : c'étoit un fusil qui ne tenoit pas à son repos ; il étoit porté par un citoyen du district de Trenelle , en sortant d'une auberge à Conflans-Sainte-Honorine : cette arme partit & tua l'hôtesse , qui laisse un mari dans la douleur , & un enfant de dix mois sans secours , privé de l'appui & des soins d'une mère. Nous l'avons déjà dit , lorsque la défense & la sûreté publique n'exigent pas que les armes soient chargées , il est bien imprudent de les conserver en cet état.

Il nous arrive en ce moment , sous la conduite d'un détachement de la garde nationale de Versailles , plusieurs chariots chargés de la vaisselle du roi & de celle de la reine , pour être couverties en numéraire. (*Cette vaisselle , dont partie étoit d'or , avoit été faite sous le regne de Louis XV.*) Les ministres ont suivi cet exemple , & ce numéraire doit être incessamment versé au trésor royal.

Dès que l'assemblée nationale en a été instruite , M. le Président s'est transporté auprès de sa majesté , pour la supplier , au nom de l'assemblée , de ne point faire un tel sacrifice. *Je persiste dans mes dispositions , que l'extrême rareté du numéraire rend indispensable* , a dit le Roi. Il est bien étonnant que l'un des plus grands rois de l'Europe ait cru devoir faire le sacrifice de sa vaisselle pour rétablir la circulation du numéraire : plus étonnant encore lorsque les simples citoyens de toutes les classes , de toutes les corporations , depuis les femmes d'artiste jusques même aux garçons perruquiers , donnent l'exemple d'un dévouement civique , & offrent à la patrie ce qu'ils ont de plus cher , de plus précieux ; il est plus étonnant , dis-je , que les classes privilégiées , qui possèdent la masse principale des richesses , soient restées dans un froid stoïcisme , & n'ait pas prévenu le sacrifice que fait le roi : eux , ces êtres privilégiés qui tiennent tout du roi ; eux qui ont recueilli les salaires des peuples par l'appui du roi , où donc est leurs reconnaissances ? où donc est leur dévouement ? Princes , vous le voyez , ce ne sont pas vos favoris qui vous aiment ; Ce sont les peuples. Mais ces évêques , ces prélats , ces abbés commandataires , enrichis par les dons de leurs évêchés ; mais ces pieux cénobites , ces communautés religieuses , opulentes par les miracles de leurs saints , le pouvoir de leurs reliques & de leurs indulgences , tout le

clergé, enfin, reste donc insensible & froid à nos maux ? Quoi ! ceux qui ne sont riches que de nos biens, qui conservent, outre leurs immenses possessions, des monceaux de croffes, de vases, de chasses, de croix, de chandeliers, de restes magnifiques des dons de la piété & de l'imbécile ignorance de nos vieux peres & de nos premiers rois ; ces gens-là, dis-je, ne donnent pas même leurs inutiles superfluités pour sauver l'état ? quelle inhumaine stoïcité les a donc privés des vertus patriotiques ? Quoi ! ces gens-là ne sont pas citoyens & cependant ils délibèrent dans l'assemblée de la nation ! & ce sont eux encore qui troublent la sagesse de nos Catons & de nos Brutus ? Citoyens, s'ils ne prennent de part à la patrie que pour lui déchirer le sein, s'ils n'en prennent aux besoins de l'état que pour les rendre plus impérieux, ces gens-là ne sont pas des nôtres, il n'ont rien à faire parmi nous ? Quoi ! il faut à nos prêtres des ustensiles d'or, des vêtements d'or, des palais, des châteaux, des seigneuries ! mais, Jésus, sur son âne, n'avoit rien de tout cela ; mais ses bons apôtres n'avoient rien de tout cela ; mais les saints anachorettes & les hermites des déserts n'avoient rien de tout cela : ils ne veulent donc point être saints, ces gens qui, sous prétexte de chercher le chemin du ciel, ont envahi les biens du peuple.

Cependant, on dit plus, on dit que chez madame de M... se tiennent des conciliabules, où l'on voit des abbés, des évêques & des privilégiés ; on dit que les officiers municipaux de Versailles, soumis aux grands & aux ministres, n'ont demandé mille hommes de troupes que pour s'empreser de leur obéir : on dit que ces mille hommes doivent favoriser le départ du roi pour la ville de Metz ; on dit que delà le roi rentreroit dans son royaume, à la tête de l'armée des confédérés, & tenteroit ainsi de l'asservir par droit de conquête ! Comment croire à de telles invraisemblances ! Pourtant on parle de se transporter à Versailles ; les citoyens du Palais-Royal sont agités ; pourtant les districts assemblés sont dans la plus grande effervescence ; l'on n'agit rien moins que de traîner des canons (1), de tripler les gardes, d'être prêts à marcher, au premier signal : François, nous serons libres, je le vois !

(1) Nous savons que dans quelques districts, on a daigné consulter notre ouvrage pour rassurer les citoyens sur les dangers publics. Cette marque d'estime & de confiance ne peut que nous rendre attentif à les mériter.

Les soixante districts ont envoyés des députations aux représentans de la commune, tous demandent que les troupes s'éloignent, ou menacent de se transporter à Versailles, & sur leurs requisitions, la commune a pris un sage arrêté conforme à leurs plaintes : M. le maire s'est chargé de présenter au ministre de Versailles les appréhensions & les craintes des citoyens de Paris.

Détails du Mercredi 23 Septembre.

Cette nuit, il a encore été arrêté une voiture de sel qui devoit passer en fraude ; cette privation de droits d'entrée sur quantité de marchandises a nuit considérablement aux finances de la commune. Le numéraire manque, dit-on, ou du moins les énormes déprédations que pallie le trésor-royal, absorbent tout ; d'un autre côté, les actionnaires de la caisse d'escompte à l'abri d'un arrêt de surseance payent à leur gré, trafiquent du numéraire, soldent en papier & se partagent leurs immenses bénéfices. L'on nous dit que les achats de grains ont fait exporter le numéraire ; pourquoi donc ? Il falloit payer en lingots d'or & non en numéraire, sur lequel vous avez perdu nécessairement la façon & les droits du prince ; mais si vous avez acheté des bleds qui aient fait sortir une quantité d'or, ceux que l'on a exporté en ont fait rentrer auparavant une quantité bien plus grande encore ; car avant la permission d'exporter les grains, nous en avions trois fois au-delà de notre consommation.

Mais si vous avez des marchandises, quelles ne soient pas à trop haut prix il doit se trouver quelque coin de l'Europe où l'on en ait besoin, & l'on vous donnera des lingots d'or ou d'argent en échange ; il suffit d'y engager vos négocians, faites qu'ils y trouvent du bénéfice, alors bientôt vous en ferez, du numéraire ; quiconque a des marchandises, obtient aisément de l'argent ou de l'or ; mais les émigrans l'emportent cet or. Eh bien ! s'il vous reste des propriétés & le sol, que craignez-vous ? Sont-ce les émigrans qui savent tresser l'or & la soie, enlacer le lin, courber l'arc des toits, tramer la voile ? Tant que vous aurez du bled, ou des dentelles, ce n'est pas l'or qui vous aura manqué. Laissez fuir les émigrans, engagez même tous les mauvais citoyens à partir avec eux, engagés à les suivre ces ennemis de votre liberté, qui ont pu décider que l'in-

N^o.

* * D

juste *veto* dureroit trois législatures, engagés de pareils citoyens à nous quitter; quoi? Vous ne voyez pas, citoyens, que quiconque vous vante la nécessité de retenir chez vous ces grands consommateurs, cherchent à vous donner des maîtres? Dans toute société, le plus utile est celui qui travaille; les consommateurs, s'il le faut, se trouvent au bout du monde; Geneve, l'Angleterre, la Hollande ont-elles chez eux leurs consommateurs? Pourtant ce sont les pays les plus riches. Pourquoi? C'est qu'ils ont des bras industrieux; pendant l'exil des Tarquins, les Romains virent chez eux un parti de jeunes efféminés, accoutumés à la licence & aux plaisirs, vouloir rappeler ce prince. Brutus découvrit ses deux fils dans la conspiration, & lui seul voulut prononcer le supplice de ces deux traitres.

Chez les Romains, les magistrats du peuple, les tribuns avoient le *veto* sur le sénat, chez nous on le donne au prince. Et comme s'il falloit six ans pour convoquer les bailliages & les districts, afin de connoître le vœu des peuples; on prononce que le *veto* durera six années, l'on ne doit plus s'étonner que les coffres du prince soient vides!

Plusieurs districts, entr'autres ceux de St. Severin & de St. Marcel, demandent que le baron de Besenval soit transféré sous garde sûre dans les prisons de Paris, & leurs motifs sont fondés sans doute.

Ce soir la garde nationale qui ne fait pas encore qu'il est possible de parler en public sans troubler l'ordre; cette garde contrarie & divise les citoyens qui se rassemblent au Palais royal, pour s'entretenir du *veto*, des troupes & de leurs plans patriotiques! un hazard ou une finesse sont cause que ceux-ci entourent un amas de boue & d'eau, une patrouille survient les écarte, passe au milieu d'eux & se trouve dans le bain; on rit, qui le croiroit! l'officier fait présenter les bayonnettes à ceux dont-il devient un objet d'amusement, & ses soldats obéissent à cette fecede despotique, & ils arrêtent divers particuliers, sous prétexte d'insolence; ainsi donc nos bourgeois seront bientôt moins sage que les soldats du roi: ceux-ci ont refusé de nous égorger, ne désespérons de rien, nos bourgeois sont en uniformes, ils ne sont plus les mêmes; déjà on en a vu brusquer les citoyens, par bonheur pour nous, notre municipalité est infailible, & c'est ce qui nous console; mais enfin, il seroit fort à souhaiter cependant que les districts ne connaissent le commandement qu'à des hommes sages & hon-

êtes ; un officiers qui donne l'ordre d'arrêter ou d'agir , est un magistrat provisoire ; il est important qu'il soit capable de juger , sans cela je crains bien que l'on ne nous rende fort amer les fruits de la liberté.

Plusieurs maîtres boulangers nous apportent en ce moment, une requête , par laquelle ils demandent , 1^o. que l'Assemblée nationale soit très-humblement suppliée d'ordonner que les officiers municipaux prennent un état de la quantité de bleds recueillis , & obligent les fermiers & propriétaires de grains & farines , d'emporter chaque semaine au marché , des quantités proportionnées à leur récoltes , de leur faire défenses expresses de vendre ailleurs que sur les marchés. En outre , qu'il soit tenu registre par lesdites municipalités , des noms , demeures de chaque fermiers ou propriétaires , & des quantités de bled qui seront vendues ; faire pareillement défenses aux officiers municipaux de faire aucuns emmagasimens de bled , autres que pour leur consommation , jusqu'à ce que l'Assemblée nationale en ait autrement ordonné ; ce n'est que par les moyens que nous proposons , que l'on ramènera l'abondance dans la capitale & dans tout le royaume ; l'ordre & la tranquillité dans la société , pourvu toutefois que tout espece de compagnies soient abolies , & que lesdites ordonnances soient gravées sur une pierre qui sera posée à cet effet , dans tous les marchés.

Détails du Jeudi 24 Septembre.

Plusieurs bataillons de différents districts passent la revue ce matin aux Champs-Elisées. La réunion d'une seule division offre un aspect imposant , & les amis de la liberté ne peuvent être tranquilles en voyant tant d'hommes armés , qu'en étant bien sûr que ce sont des citoyens assez éclairés sur leurs devoirs pour ne pas se laisser aveugler jusqu'à devenir , sans s'en douter , les défenseurs de l'aristocratie.

M. de la Fayette avoit passé en revue les jours précédens les différents bataillons qui forment cette division. Ce général , après la revue , s'est placé au centre de chaque compagnie , qui a formé un cercle , & leur a adressé un discours que la distance nous a empêché d'entendre. Voici au moins celui qui convenoit dans la circonstance.

» Parisiens , vous voilà habillés en soldats , ne perdez point de vue que vous êtes des citoyens. L'esprit militaire est un esprit d'oppression , l'uniforme est un moyen sûr de faire

paître l'esprit militaire , corrigez donc l'influence de l'uniforme par une étude sérieuse de vos devoirs de citoyen , & rappelez-vous toujours la fable si instructive du cheval qui se laissa brider.

Gardez-vous , citoyens , de vous regarder comme mes satellites & comme les janissaires des officiers municipaux : vous n'êtes armé que contre les ennemis de la France , ou contre les brigands ; or , les brigands sont ceux qui pillent & assassinent. Ne faites aucune action qui puisse ressembler à l'espionnage , elle vous déshonorerait , & ne cherchez jamais à vous faire craindre des citoyens qui n'ont pas d'uniforme ; car ils ne valent pas moins que vous. La révolution n'est pas encore achevée , ainsi il vous est permis d'être un peu ombrageux. Vous avez élu vos chefs , ils sont presque tous de la classe qui perdra beaucoup si elle s'achève : ainsi , lorsqu'on vous commandera quelque expédition de conséquence , commencez par examiner ce qu'on vous commande comme citoyens , puis , si votre conscience est tranquille , vous obéirez comme soldats. »

Enfin , citoyens , Trajan disoit à un officier , en lui remettant l'épée de commandant : » si je fais bien , sers-t'en pour ma défense ; si je fais mal , sers-t'en contre moi. « J'ose me comparer à Trajan , & vous dire la même chose. »

Ce discours , peu éloquent , eût été compris de tous les citoyens armés , & n'eût pas manqué son effet.

On compte parmi les chefs de division MM. d'Ormesson , de Montholon , de Saint-Christeau , le prince Léon , M. de Lally-Tollendal ; M. le duc d'Aumont est commandant de bataillon.

Les majors de division sont MM. Dumas , de Baren-court , de Laleu , de Saint-Vincent , de Vinezac , d'Herbelay. Voilà de beaux noms ; mais ceux-ci ne sont pas moins beaux , Hullin , Elie , Maillard , Arné , Richard , Dupin , Humbert.

MM. les commandans de bataillon ont élevé une prétention qui prouve que l'esprit militaire fait des progrès rapides. Ils veulent avoir une sentinelle non soldée à leur porte , attendu que les drapeaux sont déposés chez eux ; mais les citoyens , même ceux de la garde nationale , ne sont point de cet avis ; ils pensent , avec raison , que le drapeau doit être un district ; que c'est au district qu'il se faut réunir dans les cas urgents . & qu'il doit être le centre des forces. Quelques-uns de ces MM. ont déclaré qu'ils ne rendroient pas le drapeau un district à envoyé un détachement chercher la sienne , & il a été déposé où ils devroient être tous.

Nous ne parlerons de la bénédiction du drapeau du district St. Severin , que parce qu'elle rend public un fait qui mérite d'être cité. M. de Laurierre , compatriote de M. Arné , est celui qui a tiré le premier coup de fusil à la Bastille , & qui en a pris le drapeau. MM. de S. Severin l'ont invité d'assister à leur cérémonie avec son drapeau ; il a fallu pour cela aller le chercher à l'hôtel-de-ville , où il est déposé depuis le 14 Juillet. Lorsque ce brave grenadier l'apporta à l'hôtel-de-ville , il en demanda un reçu à M. Moreau de Saint-Mery. On lui demanda son nom : faites , dit-il , le reçu au nom de la compagnie des grenadiers du troisième bataillon. Ses camarades lui dirent de faire faire le reçu en son nom : non , dit-il , au nom de mes camarades ; & le reçu , dont il est dépositaire , est au nom de sa compagnie. Malheur à qui ne sentiroit pas toute la noblesse d'ame que suppose un pareil trait !

Cependant ce brave grenadier n'est point récompensé : chaque jour nous apprenons des faits de ce genre qui nous étonnent. Le sieur Cavanagh , qui le premier a attiré le peuple à la Bastille , n'a obtenu autre chose qu'un certificat très-honorable du district des Barnabites.

Un autre certificat du district des Capucins S. Honoré , nous apprend que le sieur Delcourt s'est signalé dans la révolution , sur-tout en décidant les Suisses de Chaillot à se ranger de notre parti ; & ce brave citoyen , de retour dans son quartier , y a essuyé des outrages ; un corps de garde lui a arraché sa cocarde. Aucun de ceux qui se sont rendus coupables de cette violence pourront-ils montrer une attestation aussi authentique de son zèle & de son courage que celle que le district des Capucins a délivré à M. Delcourt.

Notre premier devoir & notre plus grande satisfaction sera toujours de publier les actions patriotiques. MM. du comité du district S. Marcel nous ont adressé un prospectus d'une souscription patriotique & volontaire que le district a ouvert au bureau de comité , rue des Fossés-Saint-Marcel , n^o 5. Cette souscription a été formée d'après un ouvrage de M. Thorillon , publié en 1787 ; il a pour titre : *idées sur les impôts publics* ; il y prouve que si sur 24 millions de citoyens 8 millions seulement payoient depuis 61. jusqu'à un taux proportionnel aux plus grandes fortunes , il seroit facile de payer la majeure partie des dettes de l'état. M. Santerre , auteur de la motion , est établi caissier : la souscription durera six semaines , au bout desquelles le produit sera porté au trésor royal.

Le district des Jacobins-Saint-Dominique a aussi voté un don patriotique. On reçoit à sa caisse or, argent, bijoux, mais non les diamans. Le district du Petit-Saint-Antoine a aussi signalé son amour pour la patrie en établissant une caisse patriotique. Le receveur est M. Pointard, avocat, rue de Lamoignon, au marais.

Détails du Vendredi 25 Septembre.

On savoit confusément hier au soir que M. Necker s'étoit rendu à l'assemblée nationale ; qu'il y avoit lu un discours d'une heure : on étoit très-empressé ce matin d'en favoir les objets. La proposition de payer volontairement un quart de son revenu d'une année a paru venir d'un homme qui connoît bien le caractère françois, & qui étoit sûr que l'exemple que le monarque avoit donné en envoyant sa vaisselle à la monnoie avoit agi fortement sur les esprits.

Le patriotisme, qui s'accroît chaque jour, & le désir de voir achever la constitution, agiront plus fortement encore sur les François que ce sacrifice royal, qu'on a plus admiré qu'applaudi.

Il est bien évident, & chaque citoyen doit le dire, que s'il arrivoit un vuide si absolu dans le trésor royal qu'on ne pût pas faire les paiemens courans, ceux des rentes, ceux des troupes, ceux des maisons publiques, une anarchie générale engendreroit bientôt une guerre civile. Ce n'est donc pas le quart seulement de ses revenus que chaque individu doit donner à la nation, c'est tout ce dont il pourra se passer, ses besoins satisfaits, il faut même savoir se priver. Si le riche sacrifie son argenterie, nous dirons au pauvre : frere, si ton habit de l'hiver dernier est encore bon, ne t'en fais pas faire un neuf pour l'hiver prochain, & donne à la patrie l'argent qu'il t'auroit coûté.

Nous disons à la patrie, & non pas au trésor royal ; car nous n'en sommes pas encore à l'époque où la cocarde ne sera plus qu'un ornement ; on ne peut se dissimuler qu'il se forme des trames secrètes, des complots dangereux, des lettres venant de l'étranger portent : un premier projet peut avorter, mais jamais un second ; & d'autres de Versailles : nous aurons nécessairement le dessus. Dans la crise où nous sommes, citoyens, il nous est permis de nous tenir en garde, même contre la vertu.

À quoi devons-nous l'assemblée nationale ? Au déficit. Gardons-nous donc de le combler avant que la charte de

notre liberté politique & civile soit bien consentie. Une partie de notre numéraire a passé chez l'étranger, prenons garde que celui que nous donnerions n'y passe encore. On a grand besoin d'argent en Savoie; car on vend aujourd'hui des objets de réforme, des écuries de madame la comtesse d'Artois, & les affiches portent qu'on ne vendra qu'au comptant.

Payons donc, parce que le corps de la nation a besoin; mais payons de manière que nous ne donnions point des armes contre nous aux ennemis de notre liberté: formons dans les différentes provinces des caisses nationales, & payons par nos propres mains sur l'indication qui nous sera faite par le ministre des finances; il est trop attaché à la cause publique pour que cette précaution puisse lui déplaire.

Cette manière de faire les paiemens servira en même-tems de leçon à plus d'un aristocrate. Il fera à propos que certains colonels aillent faire antichambre chez quelque bon citoyen qui aura été établi receveur national: tout en jurant qu'un homme comme lui n'est pas fait pour attendre, il aura le tems de réfléchir que c'est la nation qui le paie, & que c'est à elle à qui il doit ses services.

Mais rien eut-il donner l'esprit de civisme à quelqu'un qui a long-tems porté l'uniforme, nous lui voyons dans ce moment produire des effets bien étonnans. Dans ce moment même les patrouilles du district S. Roch viennent d'arrêter au palais-royal un jeune homme qui lisoit avec cinq à six amis....., la proposition de M. Necker à l'assemblée nationale. Le comité du district de S. Roch, qu'il ne faut nullement confondre avec les habitans du district de S. Roch, doit être satisfait de ses officiers; son placard porte qu'il va prendre les mesures *les plus sévères* contre les motions du palais-royal: ces officiers exécutent sévèrement les mesures sévères du sévère comité.

Le district de l'Oratoire, qu'il ne faut pas confondre aussi avec le comité de l'Oratoire, (car pour le dire en passant, les opérations des assemblées des districts sont en général très-sages & très-populaires) a fait afficher un arrêté, par lequel les représentans de la commune seront invités à délibérer publiquement. Rien de plus sage sans doute; mais pour que cet arrêté oblige les représentans à délibérer publiquement, il faut que la majorité des habitans prennent la même décision dans les districts; car le pouvoir législatif municipal n'appartient que pour un soixantième à chaque district; ils ne l'exercent de manière à

Forcer l'assemblée de la ville à obéir que lorsqu'ils agissent tous à-la-fois , & qu'ils prennent le même arrêté dans la majorité des voix ; mais pour pouvoir ainsi faire la loi que les représentans feroient tenus de suivre , il faut un point central ; la ville seul peut leur en servir , mais elle ne le fera pas si elle a le projet comme on l'assure , de s'ériger en corps municipal , tant législatif qu'administratif , on ajoute même que *les trois cens* doivent se démettre si la commune ne leur accorde pas le pouvoir de faire des réglemens. Ce seroit un malheur peut-être , mais le remède seroit simple ; on n'en nommeroit d'autres , & on spécifieroit très-clairement dans leurs pouvoirs , qu'on ne les charge que d'*administrer* , qu'on ne leur donne que le pouvoir exécutif municipal , que l'assemblée des habitans formée en districts se réserve de statuer sur les cas généraux , c'est-à-dire , faire les réglemens locaux selon lesquels la chose commune sera administrée.

L'idée d'organiser une municipalité doit-être abandonnée , il faut que toutes les municipalités du royaume soient organisées de la même manière , pour qu'il y ait de l'ensemble dans les opérations nationales. C'est donc à l'assemblée nationale à donner un plan de municipalité qui s'adapte à toutes les communes du royaume , sauf le *plus* & le *moins* eu égard à l'étendue des communes.

C'est le titre de représentans de la commune qui cause le mal-entendu. Revêtu de ce titre , on se croit revêtu , relativement à la ville , des mêmes pouvoirs que les députés de l'assemblée nationale , relativement au royaume.

Mais pourquoi la nation fait-elle faire ses loix par les représentans ? Parce qu'il est impossible , ou qu'on suppose impossible de recueillir les volontés individuelles de tout les françois sur un même point , pour en former une volonté générale , qui est la loi. Mais ce qui est impossible , ou du moins très-difficile pour le royaume , & très-aisé pour une ville , quelle que grande quelle soit , dès quelle est bien divisée par quartiers , par tribus , par centuries , par districts ou de toute autre manière.

» L'idée des représentans est moderne , dit J. J. Rousseau ,
 » elle nous vient du gouvernement féodal , de cet inique
 » & absurde gouvernement , dans lesquels l'espèce humaine est dégradée ». Citoyens , il importe donc à votre dignité d'homme de vous faire représenter le moins que vous pourrez & de faire par vous-même tout ce que vous pouvez. Or la seule chose que vous ne puissiez pas faire

faire vous-même, c'est d'administrer : que ceux que vous avez député à la ville ne soient vos représentans que pour l'administration, & pour qu'il n'y ait plus d'équivoque, défendez-leur de se dire vos représentans, mais seulement vos commissaires.

Il y a de quoi s'étonner de voir combien facilement les hommes perdent de vue l'importance de leur être & l'étendue de leurs droits. La compagnie soldée du district des Jacobins-St.-Dominique, prend du nom de son capitaine, le nom de compagnie de Lamour, usage auquel la conduite des capitaines des ci-devant gardes françoises prouve qu'il fuidroit renoncer. Cette compagnie vient d'écrire à M. de la Fayette une lettre citée dans tous les papiers publics, où nous avons lu avec étonnement, « La » compagnie a déclaré unanimement qu'elle persifloit in- » violablement dans le serment qu'elle a prêté solennel- » lement à un chef qu'elle regarde comme son pere, » & d'obéir aveuglément aux ordres de ses officiers, » qu'elle aime autant par inclination que par devoir ».

Obéir aveuglément ! vous vous êtes trompé, braves soldats ; votre zele vous porte trop loin : où en serions-nous si vous eussiez obéi aveuglément à vos chefs... n'abdiquez point cette morale nationale qui vous a tant honorés aux yeux de toute l'Europe, & qui a tant contribué à la révolution. Vous aimez vos officiers par inclination & par devoir, votre général est votre pere ; mais, ce que nous ne supposons pas, si votre pere entreprenoit d'affervir la nation, ne sentez-vous pas qu'une obéissance aveugle de votre part seroit un grand crime ; vous répondrez que vous êtes sûr des sentimens patriotiques de votre pere, & nous aussi ; nous lui promettons, comme vous, respect, obéissance, mais non pas obéissance aveugle. Quoiqu'il ait été vous remercier de votre lettre, il n'exige certainement pas de vous cette obéissance. Forcé d'obéir lui-même à des hommes qui se sont déjà trompés plus d'une fois, une obéissance aveugle de sa part, comme de la votre pourroit renverser la liberté.

Nous apprenons dans le moment qu'on vient d'amener à l'hôtel-de-ville Mademoiselle Raucour, qui avoit demandé un passe-port pour Amiens : ses liaisons avec nos fugitifs, l'ont fait regarder comme suspecte ; elle a été arrêtée à St. Denis, par un détachement de cavalerie de la garde nationale, à la tête duquel étoit M. d'Hieres, commandant du district des Petits Augustins ; on a pris les plus grandes

précautions pour s'assurer de tous les paquets dont elle pouvoit être chargée.

Suite des papiers de la Bastille.

14 septembre 1767.

MONSIEUR,

Le magistrat vient de me charger à l'instant des ordres du roi, pour transférer du château de la Bastille la personne dont vous verrez ci-joint la liberté que j'ai l'honneur de vous adresser. Je vous prie, monsieur, de vouloir bien donner des ordres sur le champ, à l'effet de faire prévenir ce particulier à partir, & que ces malles soient en état le plutôt possible. L'intention de M. de Sartine est qu'il ne puisse s'apercevoir, ni avoir connoissance du sort de quelques particuliers qui sont de sa connoissance. Je vous prie de vouloir bien me faire dire par mon commis, porteur de la présente, à quelle heure je dois me rendre à la Bastille. Sans d'autres objets relatifs à mon départ, tant pour ma chaise, que pour le passeport, j'aurois eu l'honneur de vous parler de vive voix.

J'ai l'honneur d'être très-sincèrement, monsieur, votre, &c.

Signé, MURON, inspecteur de police.

Je vous prie de laisser ignorer à ce particulier l'endroit de sa destination; c'est l'intention du magistrat.

A la Bastille, le 18 septembre 1767.

Je consens, monsieur, à ce que le sieur Guillaume, prisonnier, soit rasé & entende la messe les dimanches & fêtes: vous pouvez aussi lui donner des livres pour s'amuser.

J'écris au commissaire de Rochebranc de fournir une paire de bas au nommé de May, prisonnier.

Vous pouvez envoyer chez M. Taillasson le linge du sieur Designe, qui doit vous revenir du blanchissage, après l'avoir examiné.

Je suis très-parfaitement, monsieur, votre, &c.

Signé, DE SARTINE.

M. le major,

A Paris, le 19 septembre 1767.

Fait, comme il est requis, le 20 septembre 1767.

Je vous prie, monsieur, de remettre au sieur Lenieps,

prisonnier , les deux lettres ci-jointes & les hardes dont il est fait mention.

Je vous prie de donner à M. le marquis de Beauvau , toutes les hardes , dont il peut avoir besoin pour le moment ; de le faire raser , entendre la messe , & lui donner des livres pour s'amuser. Je consens aussi à ce que le sieur Dufretel ait toutes ces douceurs , & que vous lui donniez de quoi m'écrire ainsi qu'à M. Chardon.

Vous pouvez , monsieur , faire raser le sieur..... camarade du sieur Guillaume , & lui faire entendre la messe.

Je suis très-parfaitement , monsieur , votre , &c.

Signé, DE SARTINE.

M. le major.

Le 22 septembre 1789.

Fait , comme il est requis le 23 septembre 1767,
& envoyé la réponse à M. de Sartine le 24 septembre 1767.

La mere du nommé Pas-de-loup , prisonnier à la bastille , monsieur , a été informée qu'un sieur Boileau avoit procuré à son fils la connoissance de M. Coutenceau de Salgrain , capitaine de la légion de l'isle de France , & qu'il devoit lui livrer pour 1800 liv. de livres en la personne du tailleur de ladite légion , qui s'est chargé desdits livres. La femme Pas-de-loup dit qu'il devoit remettre à son fils ces 1800 liv. Elle demande s'il la reçue , s'il l'a acquittée en livres ou en argent , soit vis-à-vis ledit sieur Coutenceau , le tailleur , ou envers les libraires chez qui son fils pourroit avoir pris ces livres. Je vous prie de demander au prisonnier des éclaircissements sur cet objet que je veux bien faire passer ensuite à sa mere.

Je suis très-parfaitement , monsieur , votre , &c.

Signé, DE SARTINE.

M. le major.

Lettre écrite aux Rédacteurs des Révolutions de Paris.

Versailles , le 24 septembre 1789.

MESSIEURS ,

Je vous prie de vouloir bien insérer dans votre premier n^o des révolutions de Paris la lettre ci-jointe , que j'avois adressé au journal de Paris , & que ces auteurs m'ont ren-

royée. Je crois essentiel que le public sache, au juste, le degré de confiance qu'il doit à certains journaux dont l'inexactitude incorrigible, ressemble infiniment à la mauvaise foi.

Il y a certainement des raisons de circonstance pour déterminer la majeure partie des papiers publics à calomnier les vrais représentans de la nation ; mais les pièges ne sont plus à craindre, quand ils sont démasqués. Votre courage, messieurs, & votre impartialité constante vous rendent dignes de publier encore ces utiles vérités.

J'ai l'honneur d'être, avec une parfaite considération, messieurs, votre, &c.

Signé, ANTOINE, membre de
l'Assemblée nationale.

Lettre aux auteurs du journal de Paris.

MESSIEURS,

Comme la nation entière est intéressée, à l'exactitude d'un journal spécialement destiné à l'instruire de la conduite de ses représentans, je crois remplir un devoir sacré, en vous avertissant que vos correspondans à Versailles répondent par fois assez mal à votre confiance & à celle du public.

On vous fait dire dans le récit de la séance du jeudi 17, que l'Assemblée nationale a délibéré d'abord sur trois propositions nues, ensuite sur la rédaction de ces mêmes propositions avec l'amendement, & que les avis se sont réunis à demander que l'on fit l'appel sur ces deux objets.

Les trois propositions nues, dites-vous, ont passé à la majorité de 558 voix contre 438, & la rédaction à celle de 698 voix contre 265.

Les trois propositions étoient : l'inviolabilité de la personne du roi, l'indivisibilité du trône & l'hérédité de la couronne.

Ainsi votre assertion accuse, directement l'Assemblée nationale, de n'avoir ni amour pour la personne du roi, ni les plus simples notions en politique.

Les trois propositions ont été décrétées par acclamation unanime, & elles n'ont pu être soumises à des débats ni à l'appel nominal. L'appel a été fait deux fois ; la première, pour savoir si l'on adopteroit ou non la proposition de M. le Président, tendant à insérer dans le procès-verbal que les trois articles avoient passé à l'unanimité, & à n'aller que sur

la rédaction du troisieme , c'est-à-dire sur la question de savoir si l'on prononceroit ou non l'exclusion des princes nés hors du royaume , & non régnicoles.

Le premier appel a décidé que la proposition de M. le président seroit acceptée.

Le second appel a admis la rédaction du troisieme article avec son amendement , c'est-à-dire qu'il a été décidé qu'on ne prononceroit pas entre la branche d'Espagne , & le prince patriote qui a tant de droits à notre reconnaissance.

Voilà , Messieurs , l'exacte vérité ; & il est d'autant plus essentiel de la dire , que votre récit fautif accréditeroit les calomnies trop répandues par les ennemis de la nation : ils ont osé dire , même dans l'assemblée , que l'on mettoit en question la sûreté de la personne du roi , & que l'on vouloit priver M. le dauphin de la succession au trône.

Apprenez , sans retard , à la France que la saine partie de l'assemblée est aussi disposée à soutenir les droits du trône que ceux de la liberté nationale.

En rendant compte de la séance du lendemain vendredi , qui a été occupée par l'examen de la réponse du roi , vous dites que M. le Chapelier n'a annoncé aucune approbation d'aucun des articles du 4 août , & qu'on a paru surpris de cette méprise.

Je ne fais quels sont les membres qui se surprennent si facilement. M. le Chapelier n'a dit ni pu dire que le roi , dont nous avons la réponse sous les yeux , improuvât généralement tous les articles ; mais il a dit , avec vérité , que le roi refusoit la sanction à tous , puisqu'en effet il n'en avoit sanctionné aucun.

Nous espérons qu'aujourd'hui il les sanctionnera tous ; ce qui occasionnera une toute autre *surprise*.

Vous dites ensuite que M. de Volney s'est plaint *des difficultés sans cesse renaissantes , qui retardent les travaux de l'assemblée pour la constitution , de l'esprit d'opposition qui semble diviser tous les membres , &c.*

Par là vous semblez insinuer que c'est de l'esprit dominant de l'assemblée que se plaint M. de Volney ; ce qui feroit juger défavorablement du caractère de chacun des membres. Ce n'est point du tout le sens de la motion ; c'est la vicieuse organisation de l'assemblée : ce sont ces éléments opposés & incohérens qu'il dénonce à la nation ; ou , pour être plus clair , on craint que les députés des ci-devant premiers ordres venus avec des instructions & des principes parfaitement divisés de ceux du peuple , ne puissent ja-

mais former avec les vrais représentans de la nation cette harmonie de vues & de sentimens qui seule mène à des résultats parfaits.

Je crois, Messieurs, vous servir en vous mettant à portée d'insérer ces notes dans votre journal, & en vous invitant de recommander plus d'impartialité à vos agens. On finiroit par ajouter peu de foi à vos écrits ; peut-être même les croiroit-on dirigés par ces empyriques qui ont entrepris de ressusciter l'agonisante *aristocratie*, mot qui n'est pas encore si vuide de sens qu'un de nos célèbres orateurs voudroit nous le faire croire.

J'ai l'honneur d'être, avec des sentimens distingués, Messieurs, votre, &c.

Signé, ANTHOINE,
député de Sarguemines.

P. S. Comme je ne pense pas qu'aucunes considérations particulières puissent vous empêcher de publier cette lettre, ce ne seroit qu'à votre refus que je l'adresserois à d'autres journaux.

Observations sur quelques procès-verbaux de 180 représentans de la commune de Paris.

Tout officier public doit compte de sa conduite à ceux qui l'ont constitué : il doit donc être permis de scruter celle des représentans de la commune. Je réclame l'attention la plus suivie sur ce que je vais mettre au jour.

Le dimanche 30 août, vers les cinq heures du soir, commencèrent les motions au sujet du veto, dans le café de Foy ; vers neuf heures, le marquis de St. Huruge partit, comme député, avec sept autres personnes, pour aller à Versailles. A onze heures il revint, pour apprendre qu'on lui avoit refusé le passage ; on députa sur le champ vers M. de la Fayette. A onze heures trois quarts, M. Gondran se présente & dit que la députation envoyée vers M. de la Fayette ne peut produire aucun effet, qu'il faut s'adresser au pouvoir civil ; il offre d'aller à la tête d'une autre députation. Elle partit à minuit.

Le lendemain lundi 31, à onze heures, il y eut de nouvelles motions, & une troisième députation de huit personnes fut envoyée à la ville ; ces députés s'adressèrent pour être présentés à M. de la Fayette, qui leur donna l'heure à six heures du soir : cette députation fut admise à huit heures du soir, & rapporta la réponse de la ville, à onze

heures, alors le marquis de St. Huruge étoit au Palais-Royal à la tête d'une patrouille.

Le premier septembre se paroît un placard de la ville contre les Catilina du Palais-Royal où il est dit que ses députés ont fait des *gestes menaçans*, & le lendemain 2 septembre, le marquis de St. Huruge est arrêté : voilà les faits dans leur pureté originelle, comparons-les avec les procès-verbaux de la ville.

Le procès-verbal du dimanche 30 porte que des citoyens sont venus avertir qu'il y avoit des mouvemens au Palais-Royal, au sujet du veto, que l'assemblée a autorisé M. le commandant général à prendre toutes les précautions possibles pour les arrêter, & qu'elle ne s'est dissoute qu'à trois heures après minuit; ayant acquis la certitude que tout étoit tranquille au Palais-Royal. Il n'est point fait mention de la députation de M. Gondran, de celle de M. Huruge, quoique certainement elles aient été admises l'une & l'autre dans l'assemblée, ce même soir; premier faux.

Le procès-verbal du 31, lundi au soir, porte que M. de la Fayette a proposé d'admettre des députés qui se disoient amis de l'ordre & de la paix; il constate leur demande & leurs noms, & la réponse qui leur a été faite: plus bas, il porte que l'assemblée alloit se séparer, lorsqu'elle a été forcée de recevoir une seconde députation des soi-disans habitués du Palais-Royal, à la tête de laquelle étoit M. Gondran, capitaine de St. Philippe-du-Roule; le procès-verbal intervertit donc l'ordre des députations; car celle de M. Gondran est du dimanche soir, onze heures, & non du lundi soir, après celle des amis de l'ordre & de la paix: second faux.

Le même procès-verbal du lundi soir porte encore que pendant qu'on délibéroit sur cet objet, une troisième députation est arrivée, à la tête de laquelle étoit le marquis de St. Huruge; que l'assemblée s'est dissoute pour recevoir la députation en comité: or, tout le monde fait que cette députation du marquis de St. Huruge est du dimanche soir, ainsi que celle de M. Gondran, & non pas du lundi soir: troisième faux.

Enfin les procès-verbaux des 30 & 31, ne constatent point que les députés aient fait des *gestes menaçans*; & cependant le placard du lendemain, premier septembre, est énonciatif de *gestes menaçans*: quatrième faux.

Pourquoi donc les procès-verbaux des 180 représentans sont-ils contraires à la vérité, sur des faits aussi notoires,

& dans une matiere à laquelle ils avoient mis tant d'importance?... Mais gardons-nous d'imputer cette manœuvre aux 180 représentans ; ce ne peut être l'ouvrage que de ceux qui veulent mener la machine , de ce qu'on appelle les *faiseurs*.

Je ne donnerai point encore au public le commentaire de ces procès-verbaux, parce que je desiré que ceux que de plus amples éclaircissemens pourroient entacher, trouvent le moyen d'expliquer d'une maniere favorable cette intervention de faits ; je prierai seulement M. la Cretelle, grand jurisconsulte, comme tout le monde fait, & l'un des secrétaires des 180 représentans, de nous donner une consultation sur cette question : les procès-verbaux des 30 & 31 août n'étant point énonciatifs de *gestes menaçans* ; l'énonciation de *gestes menaçans*, qui est dans le placard du lendemain, n'est-elle pas une figure de rhétorique que s'est permis le rédacteur de ce placard, & cette figure de rhétorique, compromettant l'honneur & la vie de quelques citoyens, ceux-ci ne peuvent-ils pas intenter une action criminelle contre le rédacteur ?

Je voudrois aussi que l'on m'expliquât pourquoi les procès-verbaux des 25, 26, 27 & 28 ne sont point encore publiés, quoique tous ceux qui ont précédés ou suivis ces jours soient publiés depuis long-tems.

Je finis par ce passage du procès-verbal du 14 septembre.
 „ M. le président ayant instruit l'assemblée que M. le prévôt
 „ de l'Isle de France, chargé de l'instruction du procès de
 „ M. de St. Huruge demandoit une preuve authentique
 „ que M. de St. Huruge s'étoit présenté à l'assemblée,
 „ comme député du Palais-Royal, il a été arrêté qu'il
 „ suffiroit de donner un extrait du procès-verbal de ce jour „.

Mais 1^o. le procès-verbal contenant plus d'un faux matériel, il ne peut pas faire preuve contre le sieur de St. Huruge ; 2^o. le délit pour lequel le sieur de St. Huruge a été arrêté, est, selon un procès-verbal du 12 septembre d'avoir écrit une lettre séditieuse : pourquoi cherche-t-on à substituer un *autre délit* à celui qui est démontré faux ? 3^o. quelle loi a prononcé que c'étoit un délit & un délit prévôtal, d'être député du *Palais-Royal* ; 4^o. depuis quand un juge va-t-il au-devant des preuves contre l'accusé & ne les attend-il plus sur son tribunal.

ON a oublié de dire dans le numéro IX, page 9, que M. Champeaux avoit été député des Petits-Augustins pour l'approvisionnement dans la brie, & qu'il étoit même porteur du procès-verbal de ce qui y avoit été opéré.

Ms

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 19.

La séance a ouvert par la réponse du roi sur la sanction qui lui avoit été demandée ; elle porte : « vous m'avez demandé le 14 de ce mois , de revêtir de ma sanction vos arrêtés du 4 août & jours suivans. Je vous ai communiqué les observations dont ces articles m'ont parus susceptibles. Vous m'annoncez que vous les prendrez dans la plus grande considération , lorsque vous vous occuperez de la confection de choix de détail , qui seront la suite de vos arrêtés. — Vous me demandez en même-tems de promulguer ces mêmes arrêtés. La promulgation appartient à des loix rédigées & revêtues de toutes les formes qui doivent en procurer immédiatement l'exécution ; mais comme je vous ai dit que j'approuvois l'esprit général & le plus grand nombre des articles en leur entier , comme je me plais également à rendre justice aux sentimens généreux & patriotiques , qui les ont dictés , je vais en ordonner la publication dans tout mon royaume. La nation y verra comme dans ma dernière lettre , l'esprit dont nous sommes animés pour son bonheur & pour l'avantage de l'Etat , & je ne doute point , d'après les dispositions que vous manifestés que je ne puisse avec une parfaite justice , revêtir de ma sanction , toutes les loix que vous décréterez sur les divers objets contenus dans vos arrêtés. *Signé*, LOUIS. »

J'accorde ma sanction à votre nouveau decret concernant les grains. *Signé*, LOUIS.

Il a été fait lecture d'une délibération de la municipalité de Versailles , qui tendoit à faire venir un secours de 1000 hommes de troupe réglée , d'après un réquisitoire des officiers de la garde nationale de Versailles , & une lettre de M. de St. Priest.

M. de Mirabeau a demandé la lecture de la lettre de M. de St. Priest. M. Foucaud a dit que l'assemblée nationale avoit décrété que les municipalités pourroient appeler des troupes quand elles le jugeroient à propos. M. Fréteau , que la municipalité feroit prêter serment aux troupes à leur arrivée.

Il a été décidé , *par assis & levé* , qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur la motion de M. de Mirabeau.

On est revenu ensuite à la motion de M. Guillaotin , au

N^o. XI.

** F.

sujet de la durée du *veto*. il l'a présentée sous une nouvelle forme ; elle a été débattue par MM. Cafalés , de Custine, Freteau , de Volney. M. de Mirabeau a demandé avec instance que la question fut discutée. Il a été décidé que la question étoit fermée.

Sur la proposition d'aller aux voix , sur la question de savoir si le *veto* durerait une ou plusieurs législatures. M. de Fraconville a proposé de se servir du mot intermédiaire , qui ne laissoit pas d'équivoque.

M. le Président a ainsi posé la question : *le droit suspensif cessera-t-il à la seconde ou à la troisième législature* : il a dit que par la *première* il falloit entendre celle qui proposoit la loi.

L'appel nominatif ayant eu lieu , 728 voix ont été pour que le *veto* suspensif cessât à la seconde législature , 224 pour qu'il cessât à la première. Dix voix perdues.

Le clergé d'Alsace a envoyé une adresse dans laquelle il expose qu'il n'a pas donné de pouvoirs à ses députés pour abandonner les dîmes. La question de savoir si cette adresse sera insérée dans le procès-verbal a été ajournée.

Le sacrifice que le roi fait de sa vaisselle , qu'il envoie à la monnoie , a ensuite occupé l'assemblée. MM. Boëri & Deschamps ont proposé une députation au roi pour l'engager à conserver sa vaisselle , en l'assurant que le peuple françois avoit des ressources plus puissantes. M. de Mirabeau a appuyé cette motion en assurant que nos plats d'argent iroient en Angleterre. M. le président ayant été porter au roi le vœu de l'assemblée à ce sujet , a rapporté cette réponse.

» Je suis fort touché des sentimens que l'assemblée nationale me témoigne , vous l'en assurerez de ma part ;
 » mais je persiste dans une disposition que la rareté du
 » numéraire rend convenable. La reine ni moi n'attachons
 » aucune importance à ce sacrifice. « Cette réponse a été
 » a été reçu avec les plus vifs applaudissemens.

Pendant l'absence de M. de Clermont-Tonnerre , M. l'Evêque de Langres avoit occupé le fauteuil , & on avoit repris l'ordre du jour sur le travail de la constitution , quoique MM. Target & Rabaud de St.-Etienne eussent tenté de faire porter les discussions sur la nécessité d'organiser les municipalités.

Le comité de constitution a présenté le premier article en ces termes : « Le gouvernement françois est monarchique , il est essentiellement dirigé par la loi : il n'y a point
 » d'autorité supérieure à la loi ; le roi ne regne que par

» elle , & quand il ne commande pas au nom de la loi ,
 » il ne peut exiger l'obéissance ». Après quelques débats ,
 l'article a été admis avec cet amendement de M. Target ,
 » c'est au nom de la loi que le roi peut exiger l'obéis-
 » sance ».

Un second article , relatif au pouvoir législatif , ayant été présenté à la discussion , le mot de *sanctionner* a excité une foule de réclamations. M. le Chapelier vouloir qu'on fit deux articles , afin de séparer la sanction de l'acte du corps législatif. M. de Lally s'y est opposé , en disant . « que » le principe que les loix doivent être sanctionnées est » dans nos cœurs & dans notre conscience ». On a crié aux voix : M. Dupont a soutenu que quand la discussion seroit finie , il faudroit définir la sanction. La demande de la division ayant été rejetée. M. de Mirabeau a attaqué la rédaction par cette objection , je demande ce qu'on entend par un acte de législation , qui n'est pas une loi ; la phrase n'est pas françoise. Je ne connois qu'une réponse à cela , c'est de crier aux voix , & cette réponse est sans réplique.

M. de Lally-Tolendal a dit que quand l'article seroit passé il se chargeoit de le justifier aux yeux de la nation , les voix ayant été prises par assis & levé , l'article suivant a passé

» Tout acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi qu'autant qu'il aura été fait par l'assemblée des représentans de la nation , légalement & librement élus , & qu'il sera sanctionné par le monarque. «

Il y a eu encore quelques discussions & sur la majorité & sur la rédaction de l'article ; M. le président a renvoyé la question dans l'état où elle se trouvoit au lendemain.

Cependant elle n'a point été reprise , & l'on s'est occupé d'un autre article de la constitution , le projet étoit : « le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains » du roi ».

On a beaucoup critiqué le mot suprême : M. Bouche a réclamé la même expression pour le pouvoir législatif , M. de Virieux a demandé la question préalable ; M. la Poulle a dit qu'il ne concevoit pas qu'un François pût douter que le pouvoir législatif ne résidât dans les mains de la nation. MM. Mounier , Target ; Reubel , Mirabeau , d'Hambure , Pethion-de-Villeneuve ont présenté diverses opinions. M. Fréteau a tout concilié par le projet suivant , qui a été adopté unanimement.

Tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation

& ne peuvent émaner que d'elle ; -- le pouvoir législatif réside dans l'assemblée nationale qui l'exerce , ainsi qu'il suit ; -- aucun acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi , s'il n'est fait par les représentans de la nation librement & légalement élus , & s'il n'est sanctionné par le monarque ; -- le pouvoir executif suprême réside exclusivement dans les mains du roi. «

On s'est occupé ensuite du quatrième article du comité de constitution , qui après avoir éprouvé quelque changement , a été ainsi décrété : » Le pouvoir judiciaire ne sera en aucun cas exercé par le roi , ni par le corps législatif ; mais la justice sera administrée au nom du roi , par les seuls tribunaux établis par la loi , suivant les principes de la constitution & selon les formes déterminées par la loi. «

M. de Mirabeau a demandé ensuite qu'on s'occupât de la question de la *régence*.

Le ministre des finances ayant fait demander à l'assemblée l'heure à laquelle il pourroit se présenter : il a été introduit le jeudi à 11 heures : après avoir présenté un tableau de l'état déplorable où sont les finances , & annoncé des réformes que font le roi & la reine , il a proposé que l'assemblée décrêtât que tout citoyen verseroit dans une caisse nationale le quart de son revenu d'une année , mais sans contrainte , soit en vaisselle , soit en espèce. M. le président a répondu que la nation avoit encore trois grandes ressources , *l'assemblée nationale , le roi & le ministre , qui a si bien mérité de la patrie.*

Après le départ de M. Necker , M. Dupont a prouvé que l'on pouvoit faire un revenu de 60 millions , par l'excédent des dîmes sur les besoins du clergé , & par la vente de ses fonds : un revenu de 60 millions , a-t-il ajouté , ne tardera pas à faire revivre le crédit : le projet du ministre a été renvoyé au comité des douze , auxquels on a vainement réclamé l'adjonction de M. Dupont & de M. Mirabeau.

Les séances du vendredi ayant été réservées pour les matières de finance , M. Anson a lu un projet de décret en huit articles , sur l'impôt. Les principales difficultés qui se sont élevées étoient relatives à l'emploi à faire des impositions des ci-devant privilégiés pour les 6 derniers mois de 1789 & l'année 1790.

M. de Montboissier a demandé si on entendoit comprendre toute espèce de revenu , par exemple , les gouvernemens , par ces mots , *les facultés quelconques.*

M. l'abbé Grégoire a demandé que les curés à congrua fussent dispensés de toute contribution. M. l'Abbé de Goulard a dit que si la constitution étoit faite le crédit renaitroit bientôt.

M. Gautier de Biauzat a fortement insisté sur ce qu'un rôle additionnel donneroit une augmentation d'impôt, & que le montant de l'impôt des ci-devant privilégiés devoit tourner à l'allégement des autres contribuables.

Enfin M. Frereau a divisé la question. La contribution des privilégiés pour les 6 derniers mois de 1789 a-t-elle été votée au profit des contribuables ou du fisc ? Il a été décidé à la pluralité des suffrages que cette contribution tourneroit au profit des contribuables. On est ensuite passé à la question pour 1790. Après quelques discussions, elle a été présentée de cette manière : le brevet des impositions ordinaires de 1790 fera-t-il augmenté de la somme à répartir sur les ci-devant privilégiés ? On a décidé la négative.

Séances du soir.

10. M. Rousseau, député de Toulouse, a demandé la permission d'interrompre l'ordre du jour pour justifier le parlement & les habitans de Toulouse, des bruits que l'on a fait courir sur leur opposition aux décrets de l'assemblée, & sur la fermentation qu'on avoit supposé dans la province de Languedoc.

20. M. Dupont a lu un discours très-savant sur les gabelles, pour prouver qu'il falloit entièrement les détruire & les remplacer par un autre mode d'imposition ; on a d'abord proposé d'en conférer avec le ministre des finances, mais les voix ayant été prises, la majorité a été contre l'avis de M. Dupont. L'arrêté du comité a été préféré, il est conforme à l'avis de M. Necker sur cet objet.

L'arrêté du comité a été profondément discuté ainsi que quelques autres qui ont été proposés dans le cours des discussions, notamment celui de M. l'archevêque d'Aix, qui a eu beaucoup de suffrages ; enfin le décret a passé, il contient, 10. suppression de toutes commissions pour fait de contrebande & faux-saunage, & renvoi de toutes contestations à ce sujet, aux juges qui en doivent connoître pour être jugées sommairement & à l'audience. 20. Toutes visites domiciliaires défendues aux agens de la ferme-générale. 30. suppression de la gabelle dès que le remplacement en aura été combiné avec les administrations provinciales.

Il y a eu quelques amendemens ajournés ; entr'autres celui qui concerne la province de Lorraine , où le sel est de qualité inférieure. Le décret a été renvoyé au comité de rédaction.

3°. On a admis deux députés pour la colonie de la Guadeloupe , conformément à l'avis du comité , sauf confirmation.

4°. M. Mercier a fait un rapport au sujet d'un médecin d'Aurillac , M. Larguez , qu'une émeute a contraint de sortir de sa province. L'assemblée a autorisé M. le président à écrire au comité municipal pour faire maintenir le bon ordre , & sur le fond a renvoyé au pouvoir exécutif.

5°. M. Anson a fait un rapport pour le comité des finances relativement à la contribution des deux ordres ci-devant privilégiés.

6°. La liste nominative des pensions , dons , traitemens , sera rendue publique par la voie de l'impression , avec la durée & les motifs.

7°. Le décret sur les gabelles a été lu & envoyé à la sanction.

8°. M. Treilhard a proposé pour le comité ecclésiastique un projet de décret tendant à procurer à l'assemblée toutes les connoissances nécessaires sur la qualité & la nature des biens ecclésiastiques , pour effectuer le réglemeut des décimes.

9°. Hommage fait par M. Palissot d'une édition des œuvres choisies de Voltaire , accepté par l'assemblée , qui a décidé de ne plus recevoir de dédicace.

10°. Il a été fait un rapport relatif au sieur Vauillon , détenu dans les prisons de Montignac pour des propos indiscrets : l'assemblée a chargé M. le président d'écrire à la municipalité , de le faire relâcher s'il n'y a pas d'autres chefs d'accusation contre lui.

Dans le grand nombre d'offrandes patriotiques qui ont été faites dans le cours de cette semaine , on a remarqué sur-tout celle de M. de Charost , qui est de 100,000 liv. Celle des comédiens italiens de 12,000 liv. Celle des clercs du notaires de Paris , qui est de 7437 liv. , outre plusieurs bijoux. Un particulier a offert une forêt pour la construction de la marine. M. Dupont a renoncé à une pension de 8000 l. Un député de la Guadeloupe à la moitié de la sienne , qui étoit de 6000 liv. M. l'Abbé de Goulard , député , a donné son titre clérical , qui est de 2400 liv. , & M. de Vieuzac la finance de sa charge , qui est de 8000 liv. Les loueurs de carrosses ont donné l'argenterie de leur confrérie. L'as-

semblée ayant désirée de savoir à quoi se montoit la valeur des offrandes patriotiques, MM. du comité des finances les ont évalués à 45000 liv.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Un particulier arrivant de Bruxelles samedi dernier, vient de nous attester avoir vu vendre lors de son passage aux *frontières du Hainaut françois*, la charge de 36 mulets de bled ; lesquels avoient été saisis & arrêtés par les gardes patriotes qui veillent à la sûreté des frontières & à l'exportation des bleds. Les officiers du lieu ont demandé aux gardes de quel ordre ils s'étoient permis d'arrêter ces mulets, *par notre ordre*, ont répondu ces braves patriotes ; & désormais il n'en passera aucuns sans être saisis ; ceux qui ont des réclamations à faire, n'ont qu'à se présenter ; & comme il ne s'est présenté aucuns réclamans, on a vendu au profit *des infortunés & le bled & les mulets*,

NOTA. On tient pour certain que ce convoi appartenoit à M. le comte d'Esterahy, gouverneur de Vallenciennes, & que c'étoit un essai qui devoit être suivi de convois bien plus nombreux qui sont dans les environs & prêts à partir.

Le prince de Conty étoit alors encore à Bruxelles.

* Charleville, le 28 septembre 1789.

..... Taifons-nous donc ; vous n'avez peut-être pas, avec cela, celles de manquer de pain ; nous le payons 5 sols la livre ; & la moitié de la semaine on craint d'en manquer. Voilà deux samedis qu'au risque de sa vie, notre milice, avec un détachement de hussards, vont armés à huit lieues de nous, chercher des grains ; il faut encore prendre des détours, vu que Mezieres ne veut rien nous laisser passer de quelque façon que l'on puisse s'y prendre. Quand on a vu que l'on ne pouvoit rien gagner sur eux, la ville a renvoyé tous les ouvriers qui travaillent ici ; l'on ne reçoit plus les légumes de S. Jullien (1) ni tout ce qui peut venir de chez eux. Tout cela nous amène une misère incroyable ; l'on prétend même qu'il ne se passera pas huit jours, sans qu'il arrive quelque chose de fâcheux entre les deux villes ; cela ne peut se finir autrement.

(1) S. Jullien est une île entre deux bras de la mesure, produisant beaucoup de jardinage.

* Extrait d'une lettre signée Nation.

Paragraphes extraits des papiers anglais.

Evening. Post. Le duc de Dorset a envoyé en France une déclaration au sujet du projet d'incendier le port de Brest. Il disculpe dans cette déclaration la noblesse de Bretagne non-seulement d'avoir eu part à cette conspiration ; mais même d'avoir aucune correspondance avec les personnes qui pourroient être soupçonnées d'en avoir eu connoissance : on doit espérer que la noblesse de Bretagne fera satisfaite de la conduite du duc de Dorset, dans cette circonstance critique & difficile.

Le marquis de Burkc succédera, dit-on, au duc de Dorset dans l'ambassade de France.

On assure que la cour d'Espagne a prohibé, sous les plus sévères punitions, dans toute l'étendue du royaume, l'entrée des ouvrages relatifs à la constitution & à la révolution qui s'opèrent en France.

Dans les commencemens de la tenue des états-généraux, il y avoit division entre le tiers-état & les privilégiés : les trois ordres s'étant ensuite réunis, elle exista entre l'assemblée & la couronne ; par un autre changement, la division vient de s'établir entre l'assemblée nationale & les patriotes de Paris.

Paris, ce 27 Septembre 1789.

PRUDHOMME, rue Jacob, n°. 284

Assemblée des Représentans de la Commune de Paris,

COMITÉ DE POLICE.

Le Comité de Police autorise les Administrateurs des Postes à faire passer dans les Provinces, à mesure qu'ils paroîtront, les Numéros des *Révolutions de Paris*, portant les noms de l'Editeur & de l'Imprimeur. Ce 8 Août 1789.

DU MANGIN, Vice-Président.

LE VACHER-DE-LA-TERRINIÈRE.

De l'Imprimerie de LAPORTE, rue des Noyers, 1789.